



POUR UN PROGRAMME DE SALUT PUBLIC !

Souvenez-vous, c'était il y a 10 ans ! Les attentats du 11 septembre n'avaient pas eu lieu. La Chine ne semblait pas à ce point conquérante sur le plan économique. L'euro valait seulement un dollar. Le modèle néo-libéral américain et anglais était montré en exemple au monde entier. La bourse et la " création de valeur pour l'actionnaire " étaient les alpha et omega de la pensée unique médiatique. Les Etats-Unis n'étaient pas encore enlisés sur deux fronts, en Irak et en Afghanistan. La Russie ne se relevait pas de la chute du communisme. Le Brésil ne s'imaginait pas encore organiser les jeux olympiques. La liste pourrait s'allonger, qui prouverait à quel point le monde a changé en dix ans, et comment le prêt à penser conformiste n'est plus en mesure *de faire face au monde tel qu'il est*.

Le Mouvement Républicain et Citoyen, présidé par Jean-Pierre Chevènement (sénateur du Territoire de Belfort), conscient des immenses mutations à l'œuvre sous le double mouvement de la globalisation financière et de la constitution d'un monde multipolaire fait de grandes puissances nationales, propose aux citoyens français un **programme de salut public en dix points** pour la France, à la hauteur des enjeux de la crise.

1 - Lutter contre la concurrence déloyale du dollar et des pays à très bas salaires

- Entre la concurrence déloyale du dollar et celle des bas salaires de la Chine, la France doit affirmer son indépendance stratégique en œuvrant de manière déterminée pour un euro moins cher contre le dollar et pour la mise en œuvre de protections commerciales à l'échelle de l'Europe (à 27 ou à défaut à 6), réponses les plus sérieuses aux délocalisations et à la pression à la baisse sur les salaires. La France doit rechercher la coopération de l'Allemagne à cette stratégie, ainsi que la mise en place d'un gouvernement économique de la zone euro. A défaut, la sortie de la zone euro de plusieurs pays dont la France s'imposera comme le seul moyen d'échapper à l'asphyxie.

2 - Programmer le retour au plein emploi

- La priorité absolue doit être accordée à la protection des emplois industriels, agricoles et dans les services existants par une protection commerciale européenne, la taxation plus forte des suppressions d'emplois par les grands groupes, le soutien à l'emploi non délocalisable, un statut du travail dans les activités de service à la personne, etc.

3 - Nouer des partenariats avec les puissances émergentes

- La France doit mener une politique étrangère de construction de grands partenariats avec les puissances émergentes (Russie, Inde, Brésil, etc.), seule politique réaliste pour échapper à l'étau sino-américain qui structurera le début du XXI^{ème} siècle. Il ne saurait par ailleurs être question pour la France de renoncer à son siège au Conseil de sécurité des Nations Unies ou de le partager, ni de demeurer dans le commandement intégré de l'OTAN.

4 - Lutter à l'échelle planétaire contre la dégradation de l'environnement

- La politique environnementale doit prendre acte des grands déséquilibres écologiques et orienter une très grande partie de l'effort de recherche vers les projets de captation du Co2 et d'énergies propres (incluant le nucléaire de 4^{ème} génération). Ces grands projets doivent aider les pays émergents à se développer sans dégrader l'environnement.

5 - Desserrer l'étau de la dette en acceptant une inflation modérée

- L'explosion des dettes privées et publiques dans les grands pays industrialisés rend d'ores et déjà très difficile leur remboursement. L'acceptation d'un taux d'inflation modéré de l'ordre de 5 % par an peut aider à soulager de manière décisive le poids que font peser sur les économies ces dettes. Le pouvoir d'achat des ouvriers et des employés sera garanti par une échelle mobile des salaires.

6 - Nationaliser les banques subventionnées par des fonds publics

- Le système bancaire doit être profondément assaini par la nationalisation des banques ayant reçu des aides publiques et la séparation légale des banques de dépôt et des banques d'affaires. Il doit être mis un terme au système des bonus extravagants dans les activités prédatrices pour l'économie. De nouvelles réglementations nationales, européennes et internationales doivent encadrer drastiquement les activités financières.

7 - Lancer une politique industrielle ambitieuse

- Une politique industrielle ambitieuse doit être lancée urgemment à partir d'un emprunt national dans les domaines d'intérêt stratégique pour la France : réseaux haut-débit et fibre optique, réseaux de ferroutage, isolation des logements, énergies propres et renouvelables, automobile propre, nanotechnologies, biotechnologies, matériaux du futur, etc. Ces grands investissements prépareront les 50 prochaines années.

8 - Rendre le logement plus abordable pour les familles

- Le logement devient une charge de plus en plus lourde dans le budget des familles et des personnes seules, qu'il faut réduire. Le parc locatif public doit être soutenu par la création de logements à loyer abordables et de qualité. Un programme national pour les logements sociaux et privés de rénovation et d'économies d'énergie doit être engagé afin de réduire la facture énergétique des locataires. Les avantages fiscaux qui encouragent la spéculation immobilière seront supprimés.

9 - Revenir à des impôts progressifs en fonction de la richesse des ménages

- Prenant acte de l'envolée des plus hauts salaires et de la concentration du capital, immobilier en particulier, une réforme de la fiscalité nationale et locale sera engagée pour donner la priorité absolue à la réduction des inégalités, par la suppression du bouclier fiscal, le retour à la progressivité de l'impôt selon les ressources et le rétablissement de l'impôt sur les successions pour les patrimoines supérieurs à 500 000 euros.

10 - Développer l'égalité républicaine

- Les services publics, éléments essentiels de l'identité républicaine de la France, doivent être adaptés aux nouveaux besoins des citoyens (éducation, santé, eau, réseaux Internet, transports). Leurs moyens doivent être développés par une contribution de l'ensemble des revenus, en particulier financiers, à l'effort de cohésion nationale. Des services publics forts et modernisés, en particulier dans les zones rurales, périurbaines ou les banlieues populaires, seront un levier puissant de l'égalité entre tous les citoyens.

Je rejoins le Mouvement Républicain et Citoyen

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

TELEPHONE _____ COURRIEL _____

JE SOUHAITE : ADHERER AU MRC PRENDRE CONTACT AVEC LE MRC

(Envoyer ce bulletin à l'adresse indiquée ci-dessous)

Mouvement Républicain et Citoyen - 3 avenue de Corbéra 75012 PARIS

<http://www.mrc-france.org>